



HAL
open science

Sionisme évangélique, droite religieuse et politique étrangère au Canada (2006-2015)

Laurent Tessier

► **To cite this version:**

Laurent Tessier. Sionisme évangélique, droite religieuse et politique étrangère au Canada (2006-2015). 2021. hal-03149200

HAL Id: hal-03149200

<https://hal.science/hal-03149200>

Preprint submitted on 22 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Laurent TESSIER
École pratique des hautes études (GSRL/CNRS, Histara)
Université de Montréal
(Tous droits réservés)

Sionisme évangélique, droite religieuse et politique étrangère au Canada (2006-2015)

RÉSUMÉ

Dans l'histoire des relations canado-israéliennes, la décennie Harper (2006-2015) représente un moment de grande intensité. À travers l'intransigeance du soutien du gouvernement canadien envers le gouvernement de B. Netanyahu, Médias et experts ont pu voir une rupture vis-à-vis de l'image traditionnelle d'un Canada « médiateur impartial ». Les discours du gouvernement Harper soulignent une justification morale qui invite à explorer les racines du rapprochement canado-israélien, notamment celle du sionisme chrétien. De fait, la rupture conservatrice des années 2000, illustrant à la fois une mutation du paysage politique et religieux, a permis la formation d'une droite religieuse principalement évangélique et pro-israélienne qui a pesé sur la volonté de redéfinition conservatrice de l'image internationale du Canada. À cela s'ajoute une convergence politique des chrétiens sionistes, juifs conservateurs et membres du Parti Conservateur du Canada, autour du lobbying pro-israélien, qui interroge le poids des convictions religieuses sur leur formulation des intérêts nationaux canadiens.

Mots-clé : Sionisme chrétien, évangélisme, Canada, Israël, diplomatie, conservatisme

ABSTRACT

Evangelical Zionism, Religious Right and Foreign Policy in Canada (2006-2015)

In the history of Canada-Israel relations, the Harper decade (2006-2015) represents a moment of great intensity. Through the intransigence of the Canadian government's support for B. Netanyahu's government, media and experts saw a break with the traditional image of Canada as an "honest broker". The Harper government's speeches underscore a moral justification for exploring the roots of the Canadian Israeli rapprochement, particularly that of Christian Zionism. The conservative rupture of the 2000s, illustrating both a change in the political and religious landscape, allowed for the formation of a mainly evangelical and pro-Israeli religious right that weighed on the desire to conservatively redefine Canada's international image. Added to this is the political convergence of Zionist Christians, Conservative Jews, and members of the Conservative Party of Canada around pro-Israeli lobbying, which questions the weight of religious convictions on their formulation of Canadian national interests.

Keywords: Christian Zionism, evangelicalism, Canada, Israel, diplomacy, conservatism

« La question israélo-palestinienne est une préoccupation constante de la diplomatie canadienne au Proche-Orient depuis soixante-dix ans » (Coulon 2018 :116). Cette affirmation, aussi surprenante qu'elle puisse paraître compte tenu de l'éloignement géographique et géopolitique, est à la mesure des relations privilégiées qui unissent le Canada et Israël. Bien que le Canada, par la voix de ses gouvernements successifs et de ses diplomates, ait pu s'exprimer dans un souci d'impartialité, oscillant entre prudence et critique¹, «deux dynamiques témoignent de l'amitié entre les deux pays : la longévité de la relation et ses moments d'intensité, en particulier pendant le mandat de près de dix ans de l'ancien premier ministre Stephen Harper» (Sucharov 2017). Cette amitié fidèle repose en partie, comme nous le soulignons ici, sur les convictions religieuses et conservatrices de quelques-uns de ses principaux acteurs.

Si les gouvernements progressistes-conservateurs des années 1970-1990 avaient déjà adopté un discours pro-israélien (Boily 2014), la tendance s'est considérablement renforcé lors des mandats de Stephen Harper (2006-2015), un social conservateur allié à la droite religieuse. À tel point que ce gouvernement apparaît aujourd'hui comme « l'un des plus sionistes de l'histoire canadienne » (Ron Dart 2015 : xvi). En réalité, l'influence d'une inclinaison prosioniste chez des représentants canadiens – y compris dans sa formulation chrétienne – n'est pas inédite. Déjà en 1947, Lester B. Pearson et Ivan C. Rand, délégué canadien au sein du Comité spécial des Nations Unies sur la Palestine (UNSCOP) – tous deux chrétiens acquis à la cause sioniste² – ont eu un rôle déterminant dans l'adoption d'un plan de partition de la Palestine favorisant un État israélien (Kay 1978 ; Hillmer 1981 ; Bercuson 1985 ; Tauber 2002). Un rôle, en partie influencé par des convictions religieuses, bien documenté et largement salué par les organisations sionistes juives, au Canada comme en Israël³. Dès lors, il apparaît que des acteurs singuliers, notamment chrétiens sionistes, ont pu avoir un rôle prépondérant dans les décisions politiques prises au nom du Canada en faveur d'Israël⁴.

Concernant les prises de positions du gouvernement Harper vis-à-vis d'Israël, diverses motivations ont pu être évoquées : une stratégie électoraliste en faveur de la communauté juive du Canada (le vote évangélique est plus rarement évoqué, cf. McDonald 2011), la promotion d'intérêts économiques et commerciaux, ou encore un « antitotalitarisme après-11 septembre 2001 qui prend la forme d'une lutte contre la résurgence du nouvel antisémitisme » (Boily 2014 : 580). Cependant il existe également un facteur de nature politique et religieuse qui semble souvent minoré : le sionisme chrétien⁵. De fait, si le sionisme chrétien est relativement bien étudié en Grande-Bretagne

¹ Si la tradition diplomatique canadienne a consacré l'image d'un Canada « 'juste' et 'impartial' dans le conflit israélo-palestinien, au moins jusqu'au milieu des années 2000 » (Coulon 2018 : 117), des analyses comme celles d'Yves Engler (2010, 2012a, 2012b), écrivain engagé, ont depuis contribué à démystifier cette image.

² Ivan Rand le confesse sur un ton très personnel dans la préface d'un ouvrage du Rev. William Lovell Hull sur l'histoire du peuple juif et la réalisation des prophéties bibliques, dans lequel ce l'auteur livre, entre autres, le souvenir de ses rencontres avec les membres de l'UNSCOP en Israël (Hull 1954). L'orientation sioniste de Rand au sein de l'UNSCOP est documentée dans sa biographie (Cf. Kaplan 2009).

³ « It may be said that Canada, more than any other country, played a decisive part in all stages of the U.N.O. discussion on Palestine » (David Horowitz 1953 : 280)

⁴ Tauber démontre que l'orientation des relations Canada-Israël, sur la période 1940-50, « was a matter of personal policy making by a small group of Canadian foreign officials determined to promote the idea, which seemed to them morally right. » (Tauber 2002 : x)

⁵ Le sionisme chrétien peut être brièvement défini comme un mouvement religieux fondamentaliste qui s'est principalement développé au sein des milieux protestants évangéliques conservateurs, animés d'une ferveur

et aux États-Unis, son développement historique et son influence sur la politique étrangère du Canada demeure peu étudiés (Dart 2015, 2016).

Comment se manifeste l'influence de ce courant politico-religieux à travers la politique étrangère du gouvernement Harper ? Quels en sont les acteurs religieux ou laïcs ? Quelles sont leurs buts politiques ou religieux ? Comment leurs stratégies se combinent, se renforcent ou rentrent potentiellement en conflit ?

Nous entendons ici contribuer aux études internationalistes et nous confronter au défi théorique que représente l'analyse du facteur religieux dans les relations internationales. Dans cet objectif, nous voulons comprendre le rôle des acteurs qui participent à la formulation de la politique étrangère canadienne sous Harper en nous concentrant sur les interactions entre dirigeants, partis politiques et lobbys religieux, à plusieurs niveaux d'analyse :

Le déterminant principal serait à rechercher à un niveau individuel, celui des décideurs et de leur personnalité, de leur système de croyances et d'idées ou encore de leur expérience formative. Le second ensemble de déterminants à considérer s'inscrirait cette fois du côté du système politique national, ce qui comprend aussi bien son agencement institutionnel (...) que l'opinion publique, les groupes d'intérêts, la culture politique ou les idéologies, etc. (...) Enfin, le dernier niveau d'analyse met quant à lui l'accent sur la nature même du système international et des contraintes, parfois régionales, qui exercent leurs effets sur un pays qui occupe une place dans cet ordre international. (Tomlin *et al.* 2008 : 13-14, cité dans Boily 2014 : 583)

De plus, tenter de comprendre l'articulation entre les convictions religieuses et l'engagement politique d'un acteur amène nécessairement à considérer la politique – en l'occurrence la politique étrangère – non seulement comme une affaire de choix rationnels (prise de décision, application et contrôle), mais aussi de « passions » (Hassner 2015) et de principes-valeurs dont l'influence est indirecte et subtile⁶ (Vassort-Rousset 2015 : 34).

On se gardera d'oublier que les stratégies des religions ne reposent pas uniquement sur des approches froidement rationnelles : elles intègrent également la défense de principes, même si l'attachement à ceux-ci peut se révéler coûteux ou dangereux, et sans espoir de gain à court terme, car le raisonnement religieux ne se limite pas au plan matériel ; à cet égard, les stratégies des religions se distinguent de celle d'autres acteurs. (Mayer 2005 : 22)

À partir de là, une attention particulière doit être portée sur les interactions entre les différents acteurs, mais aussi sur les logiques intentionnelles et idéologiques complexes qui président à la

millénariste. Sur un plan théologique, les sionistes chrétiens adoptent une lecture littérale des prophéties bibliques qui font office de clé de lecture de l'actualité. Ils considèrent la création de l'État d'Israël comme l'accomplissement des prophéties bibliques. C'est sur la base de ces convictions religieuses fortes que la plupart d'entre eux s'engagent dans la sphère politique. Pour une discussion critique autour de la définition du sionisme chrétien, lire les actes du colloque « Du sionisme chrétien au document Kairos-Palestine » (1^{er} juin 2013), Les Amis de Sabeel-France, Chrétiens de la Méditerranée, 2013.

⁶ En ce sens, l'ouverture récente de l'étude des R.I. aux questionnements et concepts qui traversent les sciences humaines et sociales (Lequesne, Meijer 2018) représente un atout pour une meilleure compréhension des acteurs, notamment religieux.

formulation des choix politiques des acteurs qui revendiquent des convictions religieuses et morales. L'approche chronologique et la méthode historique employées ici permettent non seulement de rendre compte d'un certain nombre de faits et de discours par lesquels le gouvernement Harper a justifié ses prises de positions pro-israéliennes, mais aussi d'appuyer l'analyse des processus causaux, notamment l'action de Stephen Harper, comme chef de parti et chef de gouvernement, ainsi que d'un certains nombres d'élus ou de sympathisants conservateurs qui composent la droite religieuse canadienne.

Dans un premier temps, il convient donc de caractériser l'intransigeance du soutien du Canada envers le gouvernement israélien à travers une série de décisions clés et de discours gouvernementaux sur la période 2006-2015 (I). L'impératif de « clarté morale » qui s'en dégage, clairement revendiqué par le gouvernement Harper, appelle ensuite à être resitué dans le contexte de la redéfinition conservatrice et de l'émergence d'une droite religieuse fédérale, au tournant des années 2000. Cette redéfinition politique traduit une évolution du paysage politique et religieux et vient nourrir l'expression d'un parti pris proisraélien chez les conservateurs canadiens (II). Enfin, il apparaît important d'accorder une plus grande attention au lobbying pro-israélien exercé par des organisations confessionnelles principalement évangéliques, proches des conservateurs, et à son incidence sur la politique étrangère du Canada (III).

I – L'intransigeance du soutien canadien envers l'État d'Israël : un impératif de « clarté morale »

A – Dans les prises de décisions ...

Lors des opérations militaires israéliennes particulièrement meurtrières au sud Liban en 2006, et dans la bande de Gaza en 2008-2009 puis à l'été 2014, le gouvernement canadien s'est opposé à toute résolution votée dans le cadre onusien (Conseil de Sécurité et Conseil des droits de l'Homme) condamnant Israël. En 2009, à la suite de l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël au Venezuela, le Canada a accepté, à la demande du gouvernement de Netanyahou, d'assurer la représentation des intérêts diplomatiques et consulaires israéliens. Fin 2012, le Canada s'est également distingué comme l'un des rares pays à s'être opposé, en vain, à l'accession de la Palestine au statut d'État observateur non-membre à l'ONU⁷. Parmi les arguments invoqués : la crainte que ce statut ne permette à l'Autorité palestinienne de saisir la Cour pénale internationale à l'encontre de l'État israélien pour allégations de crimes de guerre.

Faut-il y voir un simple alignement du Canada sur la politique étrangère américaine, traditionnellement pro-israélienne ? Rien n'est moins sûr. En effet, l'attitude des États-Unis sous la présidence d'Obama (2009-2017) fut beaucoup plus nuancée, voire critique, vis-à-vis de la politique israélienne que celle de l'administration Bush (2001-2009). En 2006, par exemple, le gouvernement Harper a réagi, avant même les États-Unis, à la victoire électorale du Hamas – considéré comme une organisation terroriste au Canada – en décidant de supprimer toutes les aides jusque-là versées à l'Autorité palestinienne. Les prises de positions du Canada apparaissent donc

⁷ Le Canada fait partie des neuf membres de l'ONU à avoir voté contre, aux côtés des USA et d'Israël.

davantage comme volontaires, unilatérales et à contre-courant des condamnations émanant de la « communauté internationale ».

Cela n'a pas été sans répercussion, tant sur le plan international que national. L'attitude du gouvernement Harper a eu pour effet non seulement d'isoler le Canada sur le plan diplomatique, mais aussi d'alimenter une opposition importante au niveau national. L'intransigeance du gouvernement conservateur a suscité en effet « un vif rejet sans précédent de la politique étrangère du Canada » (Engler 2012a : 8) de la part de diplomates et politiques, y compris étrangers, qui ont déploré une rupture manifeste vis-à-vis de la ligne diplomatique traditionnelle⁸. L'échec du Canada dans l'obtention d'un siège au Conseil de Sécurité (CS) de l'ONU en 2010 en est une conséquence directe. Interrogée à ce sujet, Louise Blais, actuelle ambassadrice et représentante permanente adjointe du Canada auprès des Nations Unies, évoque des « mauvais souvenirs » qui ont « blessé l'honneur national », « quelque chose qui affecte l'image du Canada ». L'ambassadrice souligne également que « [le Canada] était encore plus pro-israélien que les Israéliens, en tout cas c'était comme ça que les Canadiens étaient vus à l'international. Cela a fait perdre des blocs de votes entier [dans la course pour l'obtention d'un siège au CS] pour des raisons idéologiques, ce qui est dur à rattraper.⁹ »

Sur le plan intérieur, la société civile a fait l'objet d'une attention resserrée de la part du gouvernement fédéral afin de s'assurer de l'alignement de l'action menée par certaines ONG sur les positions internationales du Canada. En effet, plusieurs organismes canadiens engagés dans la défense des Droits de l'homme et la promotion de la justice sociale, comme *Droits et Démocratie*¹⁰ et *Kairos-Canada*¹¹, se sont vu retirer des subventions en raison de positions jugées contraires aux intérêts d'Israël, alors qu'ils jouissaient de la confiance du gouvernement fédéral depuis plusieurs décennies. Les accusations portées par le gouvernement Harper ont été formulées sur la base d'informations recueillies par l'organisme militant israélien NGO Monitor¹² (Seligman, Steinberg

⁸ Cf. le documentaire « Le pays qui dit non » (Pichette 2015). Bien qu'engagé, ce documentaire s'appuie sur des interviews de diplomates canadiens (Claude Laverdure) et étrangers (Loïc Hennekinne, ambassadeur de France 1997-1998), d'universitaires (Stéphane Roussel, politologue, ENAP) et d'anciens responsables politiques comme l'ancien premier ministre Joe Clarke. Tous témoignent avec regret du dédain du gouvernement Harper envers les institutions internationales (ONU, Commonwealth et Francophonie) qu'il considère comme des « repaires de dictateurs », de la baisse de la contribution canadienne aux programmes de développement international et aux missions de paix de l'ONU, de décisions emblématiques comme le retrait du traité de Kyoto (2012), mais aussi du caractère systématique de l'appui d'Ottawa à Israël. Cette attitude, nouvelle à leurs yeux, tranche avec l'attitude positive traditionnellement adoptée par le Canada qui est devenu progressivement, selon les mots de Joe Clark, « le pays qui dit non ».

⁹ Interrogée le 9 mars 2018, lors d'une formation sur les pratiques relations internationales à l'HEI-Université Laval.

¹⁰ Un organisme indépendant fondé en 1988 à l'initiative du parlement canadien pour défendre l'universalité des droits de l'homme et promouvoir les institutions démocratiques dans le monde. 10 administrateurs sur 13 sont nommés par le gouvernement.

¹¹ Fondée en 2001, cette ONG aussi désignée « 'Initiatives œcuméniques canadiennes pour la justice/Canadian Ecumenical Justice Initiatives' regroupe onze Églises et organisations d'Église dans une réponse de foi œcuménique à l'appel de « réaliser la justice, aimer avec bonté et cheminer humblement avec Dieu » (Michée 6,8) ». Voir le site de l'organisation : <https://www.kairoscanada.org/who-we-are> (consulté le 15/11/2019).

¹² Fondée en 2002, NGO monitor revendique promouvoir les valeurs démocratiques et la bonne gouvernance.

2012) qui mène un travail de surveillance et de dénonciation des actions BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) à travers le monde¹³.

Droits et Démocratie a été accusé de soutenir, au moyen de subventions, des ONG du Moyen-Orient¹⁴ suspectées par Ottawa de soutenir le terrorisme, et d’avoir exprimé des positions critiques envers l’État d’Israël. C’est la mort subite de son président, Rémy Beauregard, qui a attiré l’attention des médias sur un conflit interne qui couvait depuis un an. Ce dernier était jugé trop sympathique à la cause palestinienne par des membres du conseil d’administration, proches de la droite conservatrice et pro-israélienne, et nouvellement nommés par Ottawa. De fait, ces nominations ont eu pour effet d’aligner l’organisme indépendant sur la ligne idéologique du gouvernement (Radio Canada, *Le Devoir*, 2010). L’ONG *Kairos-Canada*, quant à elle, s’est vu accusé – injustement, aux yeux de ses responsables – d’antisémitisme ainsi que d’un rôle de leadership dans le mouvement BDS, par le ministre de l’immigration, Jason Kenney. Les subventions publiques, pourtant perçues régulièrement depuis près de 35 ans, lui ont été supprimées par l’Agence canadienne de développement international (ACDI). *Kairos* avait alors fait part de sa crainte que le processus décisionnel de l’ACDI ne devienne hautement politisé et que la parole libre et indépendante des ONG ne soit brimée.

Ces deux exemples très médiatisés ont permis de mettre en évidence des tentatives de pression politique sur des organismes officiellement indépendants qui, pour les conservateurs au pouvoir, auraient usé de manière « perverse » du langage des Droits de l’Homme. Ce « virage idéologique », en contradiction avec l’éthique humanitaire, est confirmé par les observations des opérations de l’ACDI sur la période 2005-2010, menées par François Audet, directeur scientifique de l’Observatoire canadien sur les crises et l’aide humanitaire (OCCA). Si « les ONG qui ont su rentrer dans ‘l’idéologie dominante du gouvernement’ ont été financées par l’ACDI, soit plutôt « des organisations de l’ouest du pays – souvent religieuses (...). [Celles] qui avaient davantage de projets du côté palestinien se sont donc vu effectivement couper leurs financements » (Audet 2012).

B – ... et dans les discours du gouvernement Harper

À ces actions correspond un discours qui organise le tropisme pro-israélien, et plus largement la politique étrangère de Stephen Harper, autour d’un argument phare : l’exigence de « clarté morale ». Le Premier ministre lui-même, ainsi que deux de ses plus proches ministres, John Baird¹⁵, ministre des Affaires étrangères (2011-2015), et Jason Kenney, ministre de la citoyenneté et de l’immigration (2008-2013), en sont les principaux promoteurs.

« Sur Israël, l’ancien premier ministre construit le récit apocalyptique d’un pays assiégé par les forces du mal et dont la défense est un impératif pour les démocraties, plus particulièrement pour le Canada. Dans cet esprit, le Canada est à l’avant-garde et devient ‘le pays le plus favorable à

¹³ Les faits qui sont ici évoqués succinctement ont fait l’objet de nombreux articles de presse dont l’essentiel est rapporté par Dennis Gruending (2015), ainsi que dans un reportage d’investigation diffusé par Radio Canada (cf. Chartrand et Lapointe 2010).

¹⁴ Il s’agit des ONG B’Tselem en Israël, Al Haq en Cisjordanie et Al Mazan, toutes trois suspectées par NGO monitor d’être proches du mouvement palestinien Hamas.

¹⁵ “In foreign policy tone are vital, and Baird matched Harper’s mouth and mood perfectly” (Hillmer 2016 : 265)

Israël au monde' » (Coulon 2018 : 123). Dans cet esprit, les résolutions condamnant Israël sont dénoncées comme la preuve d'un relativisme moral qui aboutit à une nouvelle forme d'antisémitisme. Pour Harper, face à « ceux qui rejettent le langage du Bien et du Mal », il faut « choisir son camp » et « parler clairement » (Buzzetti 2010).

« L'indéniable affinité » du gouvernement canadien avec Israël s'accompagne, selon Frédéric Boily, d'une « toile de fond idéologique plus large, celle d'un 'antitotalitarisme après-11 septembre 2001' » (Boily 2014 : 580). Il s'agit alors de lutter contre le terrorisme islamique, porteur d'un « nouvel antisémitisme » (autrement dit, un antisionisme antisémite), Cette vision d'un combat qui oppose démocratie et totalitarisme n'est pas sans rappeler la théorie polémique du choc des civilisation de Huntington (1996). En effet, la ligne de fracture civilisationnelle entre d'une part, l'Occident, et d'autre part, l'islam – vue comme une menace pour la dignité humaine et la liberté –, passe justement par Israël¹⁶.

S'engager fermement dans cette voie, au nom de valeurs désignées comme canadiennes et érigées en principes ultimes, implique nécessairement un effort, presque un sacrifice. Si intérêt il y a défendre, il n'est pas d'ordre matériel. De l'aveu de John Baird, « défendre ce qui est juste et bon » ne revient pas à choisir « la voie de la facilité », et dans le cas présent « nos principes nous ont couté cher » (Baird 2012). Le Premier ministre Harper le confesse également lorsqu'il assume l'échec du Canada à l'ONU :

Je sais, car j'en porte les cicatrices, qu'il est plus facile, aux Nations unies ou dans tout autre forum international, de laisser faire cette rhétorique anti-Israël en évoquant l'équilibre des torts et de s'excuser en se posant en conciliateur. Il y a beaucoup plus de votes à aller chercher, beaucoup plus, avec une position anti-Israël. Mais tant que je serai premier ministre, que ce soit aux Nations unies ou à la Francophonie, le Canada prendra cette position quel qu'en soit le prix. (Buzzetti 2010)

La tonalité radicale de ce discours rejaillit également par une résonance quasi biblique. En janvier 2014, lors d'un voyage exceptionnel en Israël, entouré d'une très importante délégation composée entre autres de nombreux pasteurs évangéliques et rabbins, Harper est le premier chef du gouvernement canadien à s'exprimer devant la Knesset. Dans son discours, il évoque le soutien du Canada à l'État d'Israël en ces termes :

Dans la famille des pays démocratiques, Israël représente des valeurs que notre gouvernement considère comme des articles de foi et comme des principes qui régissent la vie de notre propre nation. Donc, que ce soit face au feu ou à l'eau, le Canada se tiendra à vos côtés. (Harper 2014)

Cette métaphore de l'eau et du feu n'est pas sans faire référence ici au Livre d'Isaïe (42 :3) : « *Quand tu traverseras les eaux, je serai avec toi et les fleuves ne te submergeront pas. Quand tu marcheras dans le feu, tu ne te brûleras pas, et la flamme ne te consumera pas.* » Faut-il y voir une

¹⁶ Déjà, au début des années 1950, Lester Pearson désignait Israël comme « le seul élément stable dans toute la région et donc un pivot stratégique pour la défense de l'occident » (Engler 2012a : 115).

comparaison du Canada avec le « sauveur d’Israël », sinon du moins l’allusion à une mission divine ? C’est la manière choisie par le Premier ministre pour souligner l’impératif de clarté morale auquel s’astreint le Canada, en vertu de sa nature propre. Il exprime ainsi la haute idée qu’il a de son pays et qu’il souhaite diffuser dans le monde :

Permettez-moi de le répéter : le Canada appuie Israël parce c’est fondamentalement ce qu’il faut faire. Soit dit en passant, c’est un trait bien canadien, faire ce qu’il faut sans aucune autre raison, même sans s’attendre à en retirer quoi que ce soit d’immédiat ni sous aucune menace. (Harper 2014)

C – L’engagement personnel de Stephen Harper pour Israël

La tonalité du discours canadien vis-à-vis d’Israël doit beaucoup à l’engagement personnel de Stephen Harper. Adam Chapnick, professeur au Collège militaire royal du Canada, assure que « la politique canadienne vis-à-vis d’Israël entre 2006 et 2015 a été principalement guidée par la vision personnelle du premier ministre canadien » et que la « doctrine Harper » repose « en partie sur la conviction viscérale que défendre d’une manière dogmatique ce qu’il considérait lui-même [et lui seul] comme les intérêts d’Israël était simplement ce qu’il était juste de faire » (Chapnick 2016 : 106, traduction libre). Parmi les témoignages révélateurs de membres du Parti conservateur canadien (PCC) figure celui de Bruce Carson, ancien *senior advisor* de Harper qui fait ici références aux propos du Premier ministre devant le caucus conservateur : « *Harper made clear that it was up to Canada 'to take a stand against ... the destruction of Israel.' Quite frankly, I don't believe Harper cared whether or not caucus members supported his view. This was the way it was going to be, and if you didn't like it, shut up or leave.* » (Carson 2014 : 214).

L’importance de l’engagement personnel de Harper est reconnue à l’international. Plusieurs années après son départ, il était encore régulièrement invité à s’exprimer sur ce sujet. En novembre 2018, par exemple, il fut l’invité d’honneur du 17^e gala annuel du Messianic Jewish Bible Institut (MJB, Texas). Alors que Stephen Harper s’est toujours montré discret vis-à-vis de ses convictions religieuses, le président du MJB a souligné, dans son discours de présentation, l’importance de l’ancrage religieux de l’engagement de Harper en faveur de l’État d’Israël :

He was the first Evangelical Christian prime minister when he took office since 1964. As a member of the Christian and Missionary Alliance church, Mr. Harper led a deeply conservative government during his time as the head of the Great White North. But these wonderful things are not what made him famous on the international stage — his unflinching support of Israel did. (Lesmeister 2018)

II – Une redéfinition conservatrice et moraliste au profit d’une nouvelle identité internationale du Canada

L’impératif de « clarté morale » revendiqué par le gouvernement Harper doit être resitué dans l’effort d’une redéfinition conservatrice, autrement dit « une tentative de rompre avec une certaine idée du Canada et de lui substituer de nouvelles valeurs correspondant à l’idéologie au pouvoir à Ottawa et à un vent de changement au sein de la société. » (Morin, Roussel 2014)

A – Le rééquilibrage conservateur opéré par Stephen Harper

La ligne politique exposée par Stephen Harper, dans un discours-programme devant le think-tank conservateur Civitas¹⁷ (Harper 2003) puis dans un livre-testament politique (Harper 2018), dresse une sorte de « projet de résistance à l'égard de la globalisation libérale et des effets de déstructuration culturelle qu'elle entraîne » (Portier, Dieckhoff, 2017 : 13-14). Ce mouvement puise dans les valeurs conservatrices et religieuses déclinées également aux États-Unis par les néoconservateurs.

Dans quelle mesure le nouveau conservatisme canadien est-il d'ailleurs redevable au néoconservatisme américain ? La question est régulièrement prise comme point de départ afin de dégager les spécificités politiques et philosophiques du conservatisme canadien (Dorion Soulié 2014). Il existe cependant un conservatisme propre à la culture politique canadienne qui a pris jusque dans les années 1960-70 – contrairement à celui, plus libertarien des États-Unis – les traits d'un conservatisme « caractérisé par l'idéal d'une société organique et communautaire qui reconnaît un rôle clé de l'État afin de favoriser la cohésion sociale selon les principes de la paix, de l'ordre et du bon gouvernement, tels qu'inscrits dans la Constitution canadienne de 1867 » (Cardinal, Lacroix 2009 : 11). Ce conservatisme a fini par intégrer progressivement des éléments communément associés au néoconservatisme américain – ou plus largement à la montée de l'individualisme – sans pour autant s'y assimiler. La redéfinition du conservatisme canadien au tournant des années 2000 a certainement été encouragée par la présence au pouvoir des néoconservateurs américains (et plus largement par un retour des conservatismes au niveau mondial), mais elle doit aussi beaucoup à un glissement du centre politique et du pouvoir économique canadien, de la région laurentienne vers l'Ouest canadien¹⁸. Ce « Big Shift », théorisé par John Ibbitson (2013), journaliste politique pour le *Globe and Mail*, a engendré une rupture, forte mais incomplète, avec le torysme et les élites traditionnelles. Cela apparaît dans les programmes politiques du PCC par la volonté de « combiner le libéralisme économique associé au rejet de l'État et un plus grand interventionnisme étatique dans les domaines de la criminalité, de la famille et de la défense qu'exige le conservatisme moral » (Cardinal, Lacroix 2009 : 12).

Quant à Harper lui-même, il se réclame d'un « populisme conservateur » ou d'un « conservatisme appliqué » (Harper 2018 : 77 ; 169). Pour lui, il n'est « pas question d'une redéfinition radicale du conservatisme, mais plutôt d'un rééquilibrage entre les composantes économiques et sociales du conservatisme, déjà existantes. Plus spécifiquement, ajoute-t-il, les conservateurs canadiens ont besoin de redécouvrir les vertus du conservatisme burkéen¹⁹ comme un élément clé de cet équilibre

¹⁷ Civitas est un groupe discret de 250 à 300 personnes – lobbyistes, universitaires et députés – qui se réunissent une fois par an depuis 1997 pour débattre des idées conservatrices au Canada. Son objectif principal est de faire du Canada un pays plus conservateur en encourageant l'union de la droite politique par une réflexion idéologique.

¹⁸ En particulier l'Alberta, « la seule province qui n'est pas marquée par une tradition antiaméricaine. » (McRoberts, 2008 : 35) « De nos jours, l'axe de division politique interne, en ce qui a trait à la politique étrangère et au rôle du Canada dans le monde, est davantage celui qui oppose le « vieux Canada », le Canada des provinces fondatrices, au « nouveau Canada », celui des provinces de l'Ouest, là où se déplace de plus en plus rapidement le centre du pouvoir économique au sein de la fédération. (...) Les deux Canada ont des visions de plus en plus divergentes de leur rôle dans le monde et de leur rapport à l'hyperpuissance américaine. » (Saint-Martin 2008 : 43)

¹⁹ Edmund Burke (1729-1797), philosophe et homme politique irlandais, est considéré comme l'un des pères du conservatisme politique. Particulièrement critique envers la prétention universaliste et radicale de la Révolution

à trouver. » Par conséquent, « redécouvrir l’agenda conservateur, ne signifie pas simplement de se préoccuper de ce que coûte l’État, mais aussi de ce qu’il valorise et promet. » (Harper 2003)

B – Un retour aux valeurs pour faire du Canada un pays conservateur et transformer sa personnalité internationale

Pour les conservateurs, dont Harper, le « nihilisme moral » porté par le programme social et culturel de la gauche moderne nourrit la « rébellion contre toutes les formes de la norme sociale et de la tradition morale dans tous les aspects de la vie »²⁰. Face à cette situation, la famille conservatrice canadienne est appelée à réagir et à s’unir : « les partis conservateurs sérieux ne peuvent tout simplement pas éviter la question des valeurs ». Cet effort ne doit épargner aucun domaine, y compris la politique étrangère et de défense. Être fort dans le monde ne saurait se résumer à la seule puissance militaire. Cela implique aussi la force morale : savoir distinguer ce qui est « bon » de ce qui est « mauvais ». Contre le terrorisme islamique auquel le Canada et Israël font face, Harper conclut : « sans valeurs claires, notre cause n’a aucun but, aucun sens, aucune chance de succès. »

Aussi, les conservateurs se sont saisis de la politique étrangère comme d’un outil de redéfinition de l’identité canadienne autour de cet impératif de clarté morale. En l’absence d’une unité nationale forte, et selon un usage gouvernemental courant dans l’histoire canadienne, la politique étrangère formule et projette à l’international une image idéalisée du Canada dans l’objectif, en retour, de fédérer les Canadiens.

La politique étrangère constitue ainsi une sorte de miroir qui renvoie à la communauté nationale l’image qu’elle se fait d’elle-même quant à sa personnalité internationale, quant à la représentation qu’elle se fait de sa place et de son rôle dans la politique mondiale. (...) Autrement dit, la politique étrangère n’est pas qu’un simple « effet », c’est aussi une « cause » qui a un effet structurant et autonome sur la politique interne des États. (Saint-Martin, 2008 : 39)

C – Des évolutions religieuses et politiques concomitantes favorables à l’émergence d’une droite religieuse pro-israélienne

En 2003, la fondation du PCC sous la tutelle de Stephen Harper scelle l’union des conservateurs progressistes, des conservateurs sociaux et de la droite religieuse. Ces différents types de conservatisme se sont réunis autour de valeurs communes : la démocratie, la liberté d’entreprise et les libertés individuelles. Bien que ces valeurs ne soient pas définies selon une terminologie religieuse, la manière dont elles sont défendues et la place centrale qu’elles occupent constituent un bon indicateur pour déterminer la place du facteur religieux dans le programme conservateur.

française, il promet une attitude politique pragmatique et prudente dans le respect de la continuité historique de l’ordre ancien et l’opposition à la tentation de la table rase.

²⁰ Les citations suivantes relatives à la nouvelle ligne politique conservatrice canadienne sont tirées du discours de Harper devant Civitas (Harper 2003).

Cette nouvelle droite conservatrice porte l'héritage de la culture politico-religieuse de l'Alberta. Dans sa généalogie du PCC, Ron Dart, professeur en sciences politiques à l'University of the Fraser Valley (C.B.), rend compte de la filiation, par le biais du Reform Party de Preston Manning, avec l'œuvre politique de deux personnalités charismatiques et religieuses – William Aberhart (1878-1943) et Ernest Manning (1908-1996) – qui ont forgé dans les années 1930-40 en Alberta, une ligne politique sociale conservatrice nourrie d'une forte dimension évangélique (Dart 2015 : 37). Les analyses politiques ont souvent limité cette influence religieuse – en l'occurrence nourries d'une interprétation biblique prémillénariste – aux seules questions sociétales et morales. En réalité, « l'influence de cette perspective a [aussi] contribué à générer dans la province un fort sentiment anti-statiste infusé de liberté qui a alimenté aussi bien une approche politique plus 'populiste' que le désir toujours plus fort d'un État limité et d'une libéralisation de l'économie de marché » (Banack 2012).

Il apparaît donc que les évolutions religieuses contemporaines « ont certainement accompagné et facilité les changements sur le plan politique » à l'échelle du pays (Ives 2009 : 33). La sécularisation des années 1960, accompagnée par l'émergence de nouvelles Églises évangéliques (théologie libérale et conservatrice) au détriment des Églises traditionnelles (anglicane, catholique et unie), ont favorisé la montée d'un individualisme que la doctrine politique conservatrice est parvenue à intégrer. Autrement dit, la montée en puissance des Églises évangéliques est venue « saper la force du courant Tory » (Ives 2009 : 33). À cette transformation du conservatisme à la canadienne s'est joint l'émergence d'une droite religieuse dominée par une affinité élective entre chrétiens conservateur, évangéliques mais aussi catholiques (Gruending 2011).

C'est en grande partie grâce aux chrétiens conservateurs présents au sein du PCC²¹ que le biais pro-israélien a prospéré à un si haut niveau²². Leurs actions s'opèrent essentiellement en coulisses. Pour en donner un exemple : en 2002, Stockwell Day, figure éminente de la droite religieuse, chef du parti de l'Alliance canadienne et sioniste chrétien affiché a été évincé au profit de Stephen Harper, plus réservé sur ses croyances personnelles. Day s'est vu alors confier un rôle de porte-parole aux affaires étrangères au sein du parti. De 2004 à 2010, il est épaulé par Paul Charles Merkley, son conseiller aux relations avec les sionistes juifs canadiens lorsqu'il était à la tête de l'Alliance Canadienne. Luthérien évangélique, défenseur engagé du sionisme chrétien et professeur d'histoire émérite de la Carleton University (Ottawa), Merkley est connu pour ses ouvrages de références sur le sionisme chrétien en Amérique du Nord (Merkley 2001). Si ses travaux sont régulièrement cités, en revanche, son activité de conseiller politique auprès des conservateurs et son engagement actif au sein de l'*Ambassade chrétienne internationale de Jérusalem* (ICEJ) – organisation chrétienne sioniste – ne l'est quasiment jamais.

²¹ “Many Harper’s Members of Parliament come from Conservative Evangelical backgrounds, and, as such, the pro-Jewish ethos has been instilled in them by a dispensationalist interpretation of the Jewish prophetic tradition and a Sunday School understanding of Jews as God’s chosen people.” (Dart 2016 : 68)

²² Il ne faudrait pas pour autant exagérer son influence au sein même du Parti conservateur du Canada. La réserve de vote reste relative et leur influence politique est sans commune mesure avec celles des évangéliques américains. Cependant, on peut clairement observer une visibilité militante évangélique accrue au niveau fédéral. Cela rejoint un constat également établi au niveau mondial : « les forces confessionnelles sont sorties de l'enclos culturel où elles s'étaient installées pour pénétrer de nouveau l'espace public ». (Portier, Dieckhoff 2017 : 12)

III – Le lobby chrétien pro-Israël au Canada : une double allégeance au Canada et à la foi évangélique au profit d’Israël

Dans cette volonté de refonte conservatrice, l’État n’est ni le premier ni le seul acteur. La société civile et notamment des groupes confessionnels évangéliques, minoritaires et fondamentalistes, sont en première ligne. Leur influence est patente jusqu’au parlement²³.

A – Chrétiens et juifs conservateurs pro-Israël, le cas de B’nai Brith Canada

Outre la propension des groupes évangéliques conservateurs à s’investir toujours davantage sur le plan social et politique (Sherwood 2016), deux éléments importants sont à prendre en compte pour mieux comprendre la dynamique des groupes d’influence confessionnels chrétiens et conservateurs au Canada ces dernières années : l’appui sélectif du gouvernement Harper et l’implantation des lobbys à proximité de la colline parlementaire. À Ottawa, la présence d’ONG et de lobbys évangéliques « pro-vie » et « sionistes chrétiens »²⁴ s’est fait de plus en plus visible et influente à partir de 2006. Ces associations militantes organisent des rassemblements, auxquels prennent part des sénateurs et députés conservateurs²⁵, afin de défendre des projets de lois ou de soutenir l’action du gouvernement. La plupart de leurs leaders sont des « *born-again* », porteurs d’une théologie politique aux accents messianiques, venus en grande majorité de l’Ouest Canadien²⁶. Dans leur lobbying pro-Israël, ces différents groupes travaillent de concert avec les organisations sionistes juives²⁷. Le cas de l’organisation juive *B’nai Brith Canada* (BBC) est emblématique. Elle a été pendant plusieurs décennies (jusqu’en 2014) dirigée d’une main de fer par Franck Dimant²⁸. À partir de 2008, ce dernier a fait le choix de s’associer activement avec des évangéliques canadiens proches du leader sioniste évangélique américain John Hagee, fondateur et président de *Christian*

²³ Durant la période Harper, le parlement a-t-il eu une véritable influence sur les décisions en matière de politique étrangère ? Dans un collectif consacré à la politique étrangère du gouvernement Harper (Chapnick, Kukucha 2016), plusieurs chercheurs ont démontré que le passage d’un gouvernement minoritaire à un gouvernement majoritaire au parlement n’avait pas eu d’impact significatif, sauf à de rares exceptions, sur la manière dont les Conservateurs ont conçu et défendu la politique étrangère canadienne (Hillmer 2016 : 264-625).

²⁴ On peut citer entre autres : *Canada Family Action Coalition, The Evangelical Fellowship of Canada, Christianangovernance.ca, Canada Christian College, Focus on the Family, 4MYCanada, Christians for Israel, For Zion’s Sake, and Return Ministries.*

²⁵ Cf. Chapitre « Le facteur Armageddon » (McDonald 2011).

²⁶ Ces manifestations et les activités d’influence de ces lobbys sont évoquées dans trois documentaires (Kalina 2015 ; Bureau, Robillard 2011 ; Lewis A. 2010).

²⁷ Au sujet du lobby pro-Israël au Canada, lire la synthèse sur le *Canada-Israel Committee*, remarquablement documentée et réalisée par Peyton Vaughan Lyon (2010), diplomate de carrière et ancien professeur en sciences politique à la Carleton University (Ottawa).

²⁸ B’nai Brith Canada (BBC) est une organisation juive de défense des droits de l’homme, présente au Canada depuis 1875. Elle a longtemps rassemblé de nombreux membres figurant la diversité interne du judaïsme canadien. À la fin des années 1970, affaiblie par la diminution du nombre de ses adhérents et de ses ressources financières, BBC opère un virage conservateur avec la prise de pouvoir de Franck Dimant, personnalité charismatique issu du Betar de Montréal (groupe de jeunes juifs d’extrême-droite associé au mouvement révisionniste sioniste de Jabotinsky et de M. Begin), qui s’occupait jusqu’alors d’un groupe consacré au plaidoyer pro-Israël au sein de BBC.

United for Israël (CUFI). Parmi les interlocuteurs privilégiés figurent Charles McVety²⁹, pasteur médiatique, directeur du *Canadian Christian College* pendant de nombreuses années, et président de la branche canadienne de CUFI, ainsi que John Tweedie³⁰, pasteur de la *New Covenant Christian Fellowship* à Brantford (Ontario), président de *Christian for Israel Canada* (C4I) et de *C4I America*. Bien qu'ils soient évangéliques, leurs Églises ne font pas partie des 3 millions d'évangéliques représentés au sein de l'*Alliance évangélique du Canada*. Ils représentent en effet une extrémité du large spectre évangélique au Canada, associée à la branche fondamentaliste, prémillénariste et dispensationnaliste.

Ces relations entre chrétiens et juifs sionistes prennent principalement la forme de visites en Israël, d'échanges de conférenciers, ou de coopération universitaire³¹. Et, dans une moindre mesure, il est aussi question de soutenir conjointement le PCC – au-delà des relations Canada-Israël – sur différents dossiers comme la lutte contre le mariage homosexuel, l'avortement, ou encore l'euthanasie.

Cette alliance peut paraître à bien des égards étonnante (Welton 2003). Elle repose cependant sur des intérêts communs : d'une part BBC accueille bien volontiers tous ceux qui soutiennent la colonisation (comme le fait CUFI), et d'autre part, les chrétiens sionistes défendent l'élargissement de la colonisation à toutes les terres de l'ancien Israël (le Grand Israël) pour que les prophéties bibliques se réalisent. Quant à leur alliance avec les Conservateurs de Harper, « BBC et ses alliés chrétiens fondamentalistes sont probablement plus satisfaits du soutien du gouvernement Harper à Israël, que vis-à-vis de l'agenda social conservateur ». Pour Stephen Scheinberg, ancien membre dirigeant de BBC, particulièrement critique vis-à-vis du virage à droite opéré par F. Dimant et son entourage³², « ces deux groupes alliés [les chrétiens et juifs sionistes et le PCC] sont bien plus liés par la politique israélienne que par celle du Canada » (Scheinberg 2008).

B – Des « chrétiens nationalistes » qui veulent redéfinir l'identité nationale et internationale du Canada ?

Alors se pose une question délicate : comment influencer la politique étrangère de son propre pays – censée promouvoir les intérêts nationaux – pour défendre des intérêts perçus comme ultimes, en l'occurrence ceux d'Israël ? Comment les intérêts nationaux sont-ils définis par les chrétiens sionistes canadiens ? De quelle nature sont-ils ? Et comment nommer ce mouvement ?

²⁹ Depuis 2006, dans une volonté de rapprochement entre sionistes évangéliques canadiens et américains, Charles McVety, est président national de *Christians United for Israel*.

³⁰ Présentation du pasteur John Tweedie et de ses activités : <https://www.c4iamerica.com/rev-dr-john-tweedie>

³¹ Franck Dimant a été le 1^{er} titulaire de la chaire des études israéliennes du Canadian Christian College, institution évangélique canadienne de premier plan située à Toronto, Ontario.

³² Le professeur Stephen Scheinberg, longtemps membre de la direction de BBC, a démissionné pour protester contre le virage à droite pris par l'organisation. Il avait notamment dénoncé des pratiques « dignes du maccarthysme » de la part du gouvernement et de BBC dans le but de museler les critiques d'Israël (Chartrand 2010).

Un premier élément de compréhension pourrait se trouver dans la notion de nationalisme religieux. C'est ainsi que la journaliste Marci McDonald – après quatre ans d'enquête – en vient à désigner cette « culture » qui émerge dans le Canada de Harper.

En dépit de difficultés de définition et de délimitation importantes³³, McDonald analyse ce « nationalisme chrétien » comme le fait d'« un groupe de militants charismatiques a priori marginal, lié aux conservateurs de Harper [plus par pragmatisme que par conviction concernant Harper lui-même, selon elle], qui ont gagné une influence démesurée par rapport à leur nombre » (McDonald 2011 : 21). Cette influence est rendue visible par la redéfinition « à l'extrême » de la politique étrangère mais aussi de la fonction publique et des tribunaux, ainsi que par l'insistance du PCC sur les questions sociétales (avortement, euthanasie, mariage entre personnes de même sexe, ...). L'objectif final est de « refaire du Canada un pays distinctement chrétien » (McDonald 2011 : 21) et avant tout conservateur.

Il en ressort une image sublimée du Canada qui doit être projetée dans le monde. En effet, au cœur de cette idéologie nationaliste et religieuse, McDonald distingue une « vision théocratique radicale » qui donneraient au Canada « un rôle unique, prescrit par les écritures ». Face à l'imminence de la fin des temps, les adeptes de cette vision se doivent de « sauver des âmes pour la moisson finale, plutôt que combattre les dangers qui menacent un monde de toute façon condamné ». Cela expliquerait en partie, la vigueur de l'inflexion pro-israélienne des conservateurs de Harper³⁴. Mais cette catégorisation de « chrétiens nationalistes », telle que l'analyse McDonald, demeure insatisfaisante pour deux raisons principalement. D'une part, McDonald admet elle-même qu'il s'agit là d'« un terme qui concerne une masse beaucoup plus large de croyants qui partagent le même genre de religiosité hyperpatriotique mais qui pourraient n'avoir qu'une notion très vague des principes théologiques sous-jacents. » (McDonald 2011 : 22). Il apparaît alors que le plus petit dénominateur commun de ces chrétiens nationalistes tiendrait davantage d'une « religiosité hyperpatriotique » que d'une doctrine religieuse claire et largement partagée. D'autre part, il est évident que ces derniers apprécient le rôle international du Canada sur la base de convictions religieuses fortes relativement détachées de considérations géopolitiques, juridiques et sociales. Or, ce détachement manifeste doit mener à s'interroger sur le caractère « hyperpatriotique », désigné par McDonald, de même que sur leur conception des intérêts nationaux.

C – Une politique étrangère évangélique : quand la vénération d'Israël prime l'attachement patriotique

Lorsqu'il s'agit d'Israël, entre l'attachement à la nation – même sublimée – et le respect du « devoir » religieux, les chrétiens sionistes semblent davantage privilégier ce dernier. On peut supposer que ce choix est facilité, pour les chrétiens sionistes canadiens, par l'absence au Canada

³³ Dues principalement à l'absence de représentants et de structures centrales caractéristique des courants évangéliques ; la mobilité géographique, culturelle et religieuse de ses membres ; la complexification de l'idéologie initiale en raison de stratégies d'adaptation à la société sécularisée et de la recherche d'un compromis pour maintenir la coalition composite (conservateurs sociaux, droite religieuse chrétienne et juive).

³⁴ En effet, selon McDonald, ceci expliquerait en partie les décisions et les actions politiques prises au détriment de la paix au Moyen Orient, avec le soutien d'un lobby sioniste chrétien, mondialement répandu, dont l'objectif principal est de faire advenir le second avènement du Christ en facilitant le retour des juifs sur la terre de l'Israël biblique, là où la bataille d'Armageddon contre l'Antéchrist devrait, selon eux, avoir lieu.

d'une identité nationale forte et d'une unité religieuse structurante. Faut-il alors évoquer un nationalisme religieux débarrassé des allégeances nationales ?

Pour Tristan Sturm, lecturer in Human Geography à la Queen's University Belfast, qui définit, sans distinction géographique, le sionisme chrétien comme un « nationalisme religieux par excellence » (Sturm 2017), « les chrétiens sionistes ressentent comme une sorte de devoir envers Israël et les juifs qui transcende leur allégeance nationale au nom de leur sauveur [personnel] Jésus-Christ ». Ils ont forgé leur propre « politique étrangère évangélique » qui va parfois jusqu'à défier les intérêts nationaux, et s'opposer aux positions néo-réalistes, -libérales et -marxistes prédominantes. En effet, « [cette politique] se distingue notamment parce qu'elle découle de considérations théologiques plutôt qu'économiques, sociales ou politiques » (Sturm 2017). La politique étrangère apparaît alors plutôt comme un moyen de servir le destin de l'alliance personnelle avec Dieu. Dans ce type de nationalisme religieux, il s'agit moins d'un nationalisme exalté par la religion que de l'idée d'une religion faisant office de nation sans frontière (ou plutôt transnationale), de refuge ou encore d'appui.

Pour reprendre une opposition classique dans le discours théologico-politique des chrétiens, les sionistes chrétiens font primer la Cité de Dieu par rapport à la Cité des hommes. Cela signifie pour eux que la loi de Dieu doit primer la loi des hommes et que la politique étrangère de leur pays, le Canada, doit être mise au service de la défense d'Israël. Mais là encore, il s'agit moins de vénérer l'État d'Israël en lui-même que d'apporter un soutien à une certaine idée fantasmée (et déconnectée de toute considération géopolitique) d'Israël afin d'accompagner la réalisation des prophéties bibliques, et de s'assurer ainsi le salut, à titre individuel ou collectif.

Conclusion

De 2006 à 2015, le soutien indéfectible du Canada envers le gouvernement israélien a suscité des réactions passionnées. Les prises de décisions et les discours gouvernementaux témoignent d'un impératif de « clarté morale » qui justifie, aux yeux des conservateurs canadiens, de promouvoir, quel qu'en fût le prix, une position résolument pro-israélienne.

Derrière cette apparente rupture vis-à-vis de la tradition diplomatique du Canada, se profile une redéfinition conservatrice qui vise non seulement, petit à petit, à faire du Canada un pays plus conservateur, mais aussi à transformer sa personnalité internationale. Parallèlement, la corrélation entre les transformations du conservatisme canadien et les évolutions religieuses – favorables au développement des Églises évangéliques, principaux viviers du sionisme chrétien – ont permis l'émergence d'une droite religieuse chrétienne.

Dynamiques, organisées, et influentes, de multiples organisations issues de cette droite religieuse ont exercé, en collaboration avec des organismes communautaires juifs, un lobbying efficace en faveur d'Israël auprès des membres du parlement et du PCC. L'impact de ces sionistes chrétiens sur la politique étrangère pose un certain nombre de questions. Les convictions religieuses qui se trouvent au cœur de leur engagement politique – leur espérance en somme – se rapportent à un « idéal/projet » individuel et ou communautaire qui ne se confond pas totalement avec celui de la

nation (ses intérêts, ses valeurs) à laquelle ils se sentent pourtant pleinement appartenir. Dans leur soutien à Israël, ils sont le plus souvent versés dans des représentations et un imaginaire biblique bien éloignés des réalités politiques et sécuritaires du Proche-Orient (droit international humanitaire, colonisation, occupation, ...). La radicalité de leur soutien à Israël, en apparence orienté vers autrui, résonne en fait davantage comme une action tournée vers eux-mêmes, en l'occurrence leur propre Salut. Ces quelques éléments de réflexion invitent immanquablement à (re-)considérer l'engagement politique d'individu ou de groupes, sur la base de convictions religieuses fortes, afin de mieux comprendre quel en sont les ressorts et quels sont les enjeux qui s'y rattachent.

Bibliographie

AUDET François, 2012, « Entrevue », émission Second Regard, *Radio Canada*, diffusée le dimanche 28 décembre 2012.

BAIRD John, 2012, « Discours du ministre Baird devant le Comité juif américain », 3 mai, Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada.

BANACK Clark S. E., 2012, *Religion and political thought in Alberta*, Thesis, Vancouver, University of British Columbia.

BERCUSON David, 1985, *Canada and the Birth of Israel: A study in Canadian Foreign Policy*. Toronto, Buffalo, London : University of Toronto Press.

BOILY Frédéric, 2014, « Les conservateurs canadiens, la question d'Israël et l'antisémitisme », dans DORION-SOULIÉ, M. (dir.), « Le tournant néoconservateur de la politique étrangère canadienne sous Stephen Harper : conceptualisation et études de cas », *Études Internationales*, vol. XLV, n°4, décembre, pp. 579-600.

BUREAU Brigitte, ROBILLARD Sylvie (réal.), 2011, « À la droite de Harper », émission *Enquête*, Radio Canada (diffusé le 10/02/2011).

BUZZETTI, Hélène, 2010, « Harper maintient le cap pro-Israël », *Le Devoir*, 9 novembre.

CARDINAL L. et LACROIX J-M., 2009, *Le conservatisme. Le Canada et le Québec en contexte*, Paris, Presses Sorbonne.

CARSON Bruce, 2014, *14 Days: Making the Conservative Movement in Canada*. Montreal - Kingston: McGill-Queen's University Press.

CHAPNICK Adam, 2016, "Stephen Harpers' Israel Policy", dans CHAPNICK, A. and KUKUCHA C. (dir.), *The Harper Era in Canadian Foreign Policy*. Vancouver: UBC Press.

CHARTRAND Luc, 2010, « Un juif se vide le cœur », *L'Actualité*, 4 mai. Consulté sur Internet (<https://lactualite.com/societe/2010/05/04/un-juif-se-vid-le-coeur/>) le 17/11/2019.

CHARTRAND Luc et LAPOINTE Yanic (réal.), 2010, « Le Canada sous influence - Le poids du lobby pro-Israël à Ottawa », émission *Une heure sur terre*, Radio Canada (diffusé le 9 avril 2010).

COULON Jocelyn, 2018, *Un selfie avec Justin Trudeau. Regard critique sur la diplomatie du premier ministre*, Montréal, Québec Amérique.

DART Ron, 2016, *Canadian Christian Zionism. Hawkish Eccentrics*, dans SANDFORD, M. J., *The Bible, Zionism, and Palestine: The Bible's Role in Conflict and Liberation in Israel-Palestine*, Dunedin, New-Zealand: Relegere Academic Press: 63-73.

DART Ron, 2015, *Canadian Christian Zionism. A Tangled Tale*, Dewdney (BC): Synaxis Press.

DORION-SOULIÉ Manuel, 2014, « Le tournant néoconservateur de la politique étrangère canadienne sous Stephen Harper : conceptualisation et études de cas », *Études Internationales*, vol. XLV, n°4, décembre.

ENGLER Yves, 2012a, *The ugly Canadian: Stephen Harper's foreign policy*. Vancouver, BC: RED Publishing.

ENGLER Yves, 2012b, *Lester Pearson's Peacekeeping: The Truth May Hurt*. Winnipeg: Fernwood.

ENGLER Yves, 2010, *Canada and Israel: building apartheid*. Vancouver, (BC): RED Pub.

GRUENDING Dennis, 2015, “White hats, black hats: The Harper government’s policy toward Israel”, in HEALY T. and STUART T, *The Harper Record 2008-2015*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 403-414.

GRUENDING Dennis, 2011, *Pulpit and Politics. Competing Religious Ideologies in Canadian Public Life*, Kingsley Publishing.

HARPER Stephen, 2003, “Rediscovering the Right Agenda”, *Citizens Centre Report*, 10 June, 72-77. Consulté sur Internet (<http://tinyurl.com/harper-2003>) le 20 novembre 2019.

HARPER Stephen, 2014, « Discours à la Knesset », *The Globe and Mail*, 20 janvier. Consulté sur Internet (<https://www.theglobeandmail.com/news/politics/read-the-full-text-of-harpers-historic-speech-to-israels-knesset/article16406371/?page=1>) le 20 janvier 2018.

HARPER Stephen, 2018, *Right Here, Right Now: Politics and Leadership in the Age of Disruption*. McClelland & Stewart.

HASSNER Pierre, 2015, *La revanche des passions. Métamorphoses de la violence et crises du politique*. Paris : Fayard.

HILLMER Norman, 2016, “Concluding Thoughts. The Prime Minister of the Few”, dans CHAPNICK, A. and KUKUCHA C. (dir.), *op. cit.*

HOROWITZ David, 1953, *State in the Making*, New-York, Alfred Knopf publisher.

HULL, W. L., 1954, *The Fall and Rise of Israel. A Christian's Frank Revelation of Jewish Suffering and Triumph*, Grand Rapid, Michigan, Zondervan Publishing Company.

HUNTINGTON Samuel, 1996, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New-York, Simon & Schuster.

IBBITSON John, BRICKER Darell, 2013, *The Big shift: The Seismic Change in Canadian Politics, Business and Culture and What It Means for Our Future*, Toronto, HarperCollins.

IVES Andrew, 2009, « La transformation du conservatisme à la canadienne », dans CARDINAL L. et LACROIX J-M., *op. cit.*, 21-33.

KALINA John (réal.), 2014, « La droite religieuse au Canada », émission *Zone doc*, Radio Canada (diffusé le 12 février 2015).

KAPLAN William, 2009, *Canadian Maverik; The Life and Times of Ivan C. Rand*, Toronto, University of Toronto Press.

KAY Zachariah, 1978, *Canada and Palestine: The Politics of Non-Commitment*, Jérusalem, Israel Universities Press.

LEQUESNE Christian et MEIJER Hugo, 2018, *Politique étrangère. Approches disciplinaires*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2018.

LESMEISTER Nic, 2018, "Israel's Best Friend – Stephen Harper", *Zealous Magazine*, 26 septembre. Consulté sur Internet (<https://mjbi.org/2018/09/26/israels-best-friend-stephen-harper/>) le 19 novembre 2019.

LEWIS Avi, 2010, "Canada-Israel: The Other Special Relationship", émission *Fault Lines*, Al-Jazeera English (diffusé le 02/12/2010).

MCDONALD Marci, 2011, *Le facteur Armageddon – la montée de la droite chrétienne au Canada*. Montréal, Stanké.

MCRROBERTS Kenneth, 2008, « Identité internationale et impératifs domestiques », dans BOISMENU, G. et LACROIX, J-M. (dir.), *Les enjeux de la politique étrangère canadienne. Marges de manœuvre et éléments de distinction*. Paris, Presses Sorbonne nouvelle.

MERKLEY Paul C., 2001, *Christian Attitudes towards the State of Israel*. Montreal: McGill-Queen's University Press.

MORIN David et ROUSSEL Stéphane, « Autopsie de la politique étrangère de Stephen Harper : un examen préliminaire », *Canadian Foreign Policy Journal*, 2014, 20 : 1, 1-8.

PICHETTE, Hélène, 2015, *Le pays qui dit non*, Les Productions Outsiders, diffusion : Radio-Canada, RDI, le 09/10/2015.

PORTIER Philippe, DIECKHOFF Alain (dir), 2017, *Religion et politique*. Paris : SciencesPo Les Presses, 2017, (coll. L'Enjeu mondial).

RADIO CANADA, LE DEVOIR, 2010, « Faire le ménage à Droits et Démocratie », 18 juin. Consulté en ligne (<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/477453/droits-democratie-ca>) le 18 novembre 2019.

SAINT-MARTIN Denis, 2008, « La politique étrangère des libéraux au Canada », dans BOISMENU, G. et LACROIX, J-M. (dir.), *Les enjeux de la politique étrangère canadienne. Marges de manœuvre et éléments de distinction*. Paris, Presses Sorbonne nouvelle.

SCHEINBERG Stephen, 2008, "Partners for Imperium: B'nai Brith Canada and the Christian Right", *Outlook*, July-August: 5-8, 37-39.

SELIGMAN Steven, STEINBERG Gerald M, 2012, “The Politics of Canadian Government Funding for Advocacy NGOs”, *NGO monitor*, February 01, 2012. Consulté en ligne (http://www.ngo-monitor.org/books/the_politics_of_canadian_government_funding_for_advocacy_ngos/) le 11 mai 2020.

SHERWOOD Harriet, 2016, “Literal interpretation of Bible 'helps increase church attendance’”, *The Guardian*, 17 novembre.

STURM Tristan, 2017, “Christian Zionism as Religious Nationalism Par Excellence”, *Brown Journal of World Affairs*, 24 (1), 7-21.

SUCHAROV Mira 2017, “A brief history of Canada- Israel relations”, *The Canadian Jewish News*, July 11. Consulté sur Internet (<https://www.cjnews.com/perspectives/opinions/brief-history-canada-israel-relations>) le 9 mai 2020.

TAUBER Eliezer, 2002, *Personal Policy Making. Canada’s Role in the Adoption of the Palestine Partition Resolution*. Westport, CT: Greenwood.

TOMLIN Brian W., HILLMER Norman et HAMPSON Fen Olser, 2008, *Canada’s International Policies. Agendas, Alternatives and Politics*. Don Mills, ON, Oxford University Press.

TROWELL HILLMER Anne, 1981, *Canadian Policy on the Partition of Palestine 1947*, M.A. thesis, Carleton University.

VASSORT-ROUSSET Brigitte, 2015, « Religion, identité et politique internationale », *IRSEM-Champs de Mars*, 2015, p 32-46.

VAUGHAN LYON Peyton, 2010, *Canada's Israel Lobby*. Consulté sur Internet (<https://www.newswire.ca/news-releases/canadas-israel-lobby-study-published-today-by-ottawa-professor-539579952.html>) le 10 mai 2018.

WELTON Michael, 2003, “Unholy alliance: Christian Zionists and the Israeli/Palestinian Conflict”, *Canadian Dimension*, March/April, Vol. 37, Issue 2.